

Grève générale illimitée !

A bas le CPE ! A bas le gouvernement !

Trois millions dans la rue ! Etudiants, lycéens, travailleurs, chômeurs, tous ensemble !

Mardi dernier, le mouvement anti-CPE a secoué le gouvernement en montrant sa force dans tout le pays. Aujourd'hui nous devons aller plus loin. Aujourd'hui nous pouvons mettre en pièces non seulement le CPE et le CNE qui lui a préparé le terrain, mais aussi les privatisations et les attaques contre les services publics. Aujourd'hui nous pouvons mettre en pièces l'offensive néo-libérale et toute la politique réactionnaire voulue par les patrons (Agenda de Lisbonne).

Pour cela, les travailleurs doivent mettre en avant leurs revendications. Transformons la journée d'action du 4 avril en grève générale illimitée ! C'est le moment d'infliger une défaite majeure au gouvernement et au patronat. En effet, le CPE est une attaque contre tous les travailleurs et si cette mesure entre en application, l'emploi jetable deviendra la nouvelle norme.

Nous ne pouvons pas faire confiance aux partis réformistes, PS et PC, pour appeler à

cette grève, même si nous devons exiger qu'ils nous aident à l'organiser. De la même façon, les dirigeants syndicaux ne sont pas des alliés sûrs : dans cette société capitaliste, leur rôle est de chercher toujours à négocier un compromis, souvent sur notre dos. Pour battre le gouvernement, nous devons renforcer et organiser le mouvement, afin qu'il puisse contrôler ses dirigeants.

Etudiants et lycéens ont montré la voie : distribution de tracts aux usines et convocation d'AG pour appeler les travailleurs à la grève et à l'occupation. Des coordinations, formées par les étudiants et les travailleurs, au niveau local et national, doivent maintenant prendre l'initiative et impulser la grève, que les dirigeants syndicaux le veuillent ou pas.

Des comités d'action unitaires - ou des coordinations élargies - sont le moyen le plus efficace et démocratique pour organiser la grève générale illimitée. Ces comités doivent discuter et décider démocratiquement chaque étape de la lutte, les actions à mener, s'il faut accepter ou pas l'ouverture de négociations. Les comités d'action

doivent aussi organiser la défense des manifestations et des occupations contre les attaques de la police, des fascistes ou des provocateurs. Ils peuvent assurer la distribution des moyens de première nécessité pendant la grève générale.

Bref, ils peuvent être la base d'un nouveau type de gouvernement pour remplacer Chirac, Villepin et Sarkozy, un gouvernement par la classe ouvrière et pour la classe ouvrière, pour allouer les ressources selon les besoins, donner du travail aux chômeurs, lancer un programme de travaux publics pour construire des écoles, des hôpitaux et des HLM. Un gouvernement qui stoppe les privatisations et nationalise sous contrôle ouvrier les multinationales et les banques. Un gouvernement qui dissout la police et les CRS pour les remplacer par une milice ouvrière. Les dirigeants réformistes nous rétorqueront que ce serait la révolution. Oui ! C'est exactement cette perspective que le mouvement, que tout le monde, avec raison, compare à Mai 68, a ouvert. Si nous n'arrivons pas à battre une classe dirigeante affaiblie et divisée, ils se regrouperont et nous imposeront des attaques encore plus dures. Si nous gagnons, nous pouvons stopper le cycle infernal de fausses alternances gauche-droite, où tous les gouvernements ne font qu'appliquer une politique pro-patronale, et commencer à construire une société socialiste.

Pourquoi le CPE ?

Le CPE est une nouvelle attaque dans une série qui remonte au gouvernement de Jospin et bien plus loin encore : attaques contre la retraite, coupes et contre-réforme dans la santé et l'éducation, privatisation d'EDF et GDF, chômage de masse. Cette attaque néo-libérale représente une tentative du capitalisme monopoliste pour augmenter ses profits au dépens de la classe ouvrière.

Aujourd'hui les patrons veulent une masse de travailleurs bon marché et jetables pour comprimer encore plus les salaires et saper les syndicats. Le CPE n'est que l'avant-goût de ce que les patrons veulent nous infliger,

une défaite comme celle imposée par Thatcher aux travailleurs britanniques.

Le patronat réclame tout ça pour, dit-il, être compétitif face aux entreprises allemandes, britanniques, des USA ou chinoises. Mais les travailleurs et les jeunes de ces pays ripostent eux aussi pour défendre la semaine de 37,5h en Allemagne, les retraites en Grande Bretagne, les droits des travailleurs immigrés aux USA, la propriété publique des terres et des usines en Chine.

Une victoire contre le CPE résonnera dans toute l'Europe et inspirera la résistance dans les autres pays.



www.pouvoir-ouvrier.org

Post: BCM 7750, London WC1N 3XX Email: lfioffice@btopenworld.com Tel: +44 20 7407 2907

Battre en brèche le plan de Chirac

Le gouvernement de droite est faible et isolé. Villepin est seul et en chute libre dans les sondages. Même le MEDEF appelle à la suspension du CPE. Sarkozy dit qu'il est prêt à un compromis et à négocier avec les syndicats. Toutefois, c'est qu'il veut c'est faire tomber Villepin pour ensuite lancer les mêmes attaques ou pire.

Vendredi Chirac a dit qu'il promulguerait le CPE tout en préparant une nouvelle loi qui réduirait la période d'essai à 12 mois. On sait quelle confiance on peut faire à ses promesses et en tout cas le résultat serait le même : le droit pour les patrons de surexploiter les jeunes travailleurs et les licenciés sans restrictions.

Chirac espère que les occupations et les grèves des étudiants s'essouffleront pendant les vacances. Mais cela semble de moins en moins probable. Le mouvement d'occupation est en plein essor. La solidarité des travailleurs a donné une nouvelle impulsion au mouvement qui est aujourd'hui en mesure de bloquer tout le pays. Les actions du 30 mars ont désorganisé axes routiers et gares.

Le meilleur moyen pour que le mouvement résiste pendant les vacances c'est de lui donner des nouveaux objectifs, d'étendre grèves et occupations, de généraliser la lutte.

L'unité pour gagner

Le mouvement étudiant est plus large et militant que tous les précédents. Le soulèvement de novembre contre la police raciste de Sarkozy et le chômage de masse a aussi laissé ses traces : une nouvelle génération, prête à lutter et pleine de courage et de haine des flics est dans les rues.

Le 28 mars a été un tournant pour le mouvement grâce à la participation massive des travailleurs à l'appel des tous les syndicats. Cela n'a pas seulement contribué numériquement au succès des manifestations, mais a aussi porté une nouvelle dimension à la lutte. Les travailleurs, qui ont résisté aux attaques néo-libérales depuis des décennies, voient la chance de prendre leur revanche et l'ont saisie.

Chassons-les tous !

Journaux et chaînes de télévision s'accordent pour affirmer que la France est dans une crise politique majeure. C'est vrai. C'est pourquoi le mouvement ne peut plus se contenter du simple retrait du CPE. Tant que la droite reste au pouvoir, ils maintiendront cette attaque sous une nouvelle forme. Même les démissions de Villepin ne signifieraient pas la fin des attaques. Qui le remplacerait ? Sarkozy ? Bien sûr les dirigeants réformistes évoquent 2007, mais nous ne sommes qu'au début de 2006. C'est pourquoi nous n'exigeons pas seulement le retrait du CPE mais aussi les démissions de Chirac, Villepin et

Sarkozy. Qu'ils s'en aillent tous.

Comment faire ?

Les travailleurs sont la clé du mouvement. Jusqu'ici, les syndicats ont appelés à quatre journées d'action. D'autres mouvements sont restés bloqués à cette étape de la lutte.

Les patrons sont prêts à résister à une série, même très longue, de journée d'action isolées, parce qu'ils savent que les travailleurs seront de retour le lendemain et que les heures supplémentaires permettent de rattraper la production. Par contre ils ne peuvent pas tolérer une grève générale illimitée qui bloque toute la production et paralyse leur économie. Etudiant et travailleurs doivent bien sûr exiger que les syndicats appellent immédiatement à cette grève. Mais si nous attendons que Thibaut, Mailly et Chéreqe le fassent, on risque d'attendre longtemps. Nous devons les contraindre à l'appeler en organisant la grève par en bas. Est-ce que les travailleurs sont prêts à une grève illimitée ? Certains affirment qu'ils peuvent se joindre à une journée

Lutter contre le racisme

Beaucoup d'entre nous, en particulier les jeunes chômeurs, ont souffert pendant des années la discrimination raciste, notamment à l'embauche et dans la recherche d'un logement. Ils sont quotidiennement harcelés par les flics.

Nous soutenons la riposte de la jeunesse contre la police raciste : l'autodéfense n'est pas un crime. La police n'a pas de place dans nos quartiers. Les travailleurs doivent se mettre en grève quand la police fait ses descentes meurtrières. Les jeunes ne doivent pas être laissés seuls à riposter.

C'est une grande force de ce mouvement d'avoir intégré le soutien enthousiaste de ces jeunes, mais il faut aussi mettre en avant leurs revendications d'égalité et mettre fin à la brutalité étatique. Et cela demande aussi une lutte contre le racisme au sein de la classe ouvrière.

d'action mais qu'une grève longue serait beaucoup plus difficile à construire. Peut-être, mais étudiants et lycéens aussi n'étaient pas prêts à occuper il y a un mois.

Le mouvement doit mettre en avant toutes les revendications de la classe ouvrière : contre la privatisation d'EDF-GDF, contre les coupes budgétaires et les fermetures, pour des salaires correctes et la retraite après 35 ans de cotisation, pour un programme de travaux publics dans les banlieues avec embauche des chômeurs.

De cette façon, les travailleurs utiliseront le mouvement comme un outil pour gagner sur leurs propres revendications, non seulement en solidarité avec les jeunes. Cela peut aussi

entraîner les secteurs de la classe ouvrière que les syndicats n'ont pas réussi à organiser. Si quelques entreprises s'emparent de la méthode des étudiants - AG, manif, grève et occupation - d'autres leur emboîteront le pas. Si cela a marché pour les étudiants pourquoi pas pour les travailleurs ? Les étudiants doivent aller directement vers les travailleurs et les appeler à se mettre en grève sur leurs revendications et à rejoindre le mouvement. Naturellement les travailleurs doivent envoyer des représentants aux coordinations pour en faire des centres de la lutte de classe contre l'offensive néo-libérale du gouvernement. En effet, les coordinations peuvent diriger le mouvement indépendamment des leaders syndicaux, si ceux-ci décidaient de mettre fin à la lutte. Au niveau national les coordinations doivent être les représentants du mouvement. Cela peut être crucial pour empêcher les dirigeants syndicaux de négocier un compromis bancal sur notre dos.

La question du pouvoir

Le mouvement anti-CPE a soulevé la question de qui fait les lois : l'Assemblée ou la rue. En généralisant la lutte à toute la classe ouvrière et en paralysant le pays, il pose aujourd'hui la question du pouvoir. Sans le travail de la classe ouvrière la bourgeoisie n'engrange pas de profit. En arrêtant de travailler, collectivement, au niveau de toute la classe, nous remettons en cause leur "droit" non seulement de nous exploiter mais aussi de contrôler toute la société. Pour faire cela efficacement, nous devons organiser la grève générale en formant des conseils d'action et des milices ouvrières. Les conseils d'action peuvent émerger des coordinations démocratiques et élargies, avec des réseaux locaux et nationaux. Elles sont la meilleure garantie de l'unité et peuvent rapidement transmettre des informations fiables et mettre en place les décisions.

Nous devons transformer nos services d'ordre en milices ouvrières, au service de tout le mouvement, non seulement d'un secteur. Parallèlement, nous devons organiser et doter d'une ligne politique les jeunes courageux qui sont prêts à se battre contre les CRS dans les banlieues et dans les rues. Eux-aussi doivent faire partie de cette milice. Toutefois une grève générale ne peut pas rester sur la défensive, peu importe le point de départ de la lutte. Nous savons que nous sommes capable de secouer leur pouvoir. Mais si nous ne leur prenons pas le pouvoir, ils se regrouperont et nous arracheront ce que nous aurons gagné. La grève générale doit aller à l'offensive. Les conseils d'action doivent imposer les droits des travailleurs et limiter ceux des patrons. Les milices ouvrières doivent dissoudre la police et les CRS et empêcher les provocations des fascistes.

En d'autres termes, la grève générale pose la question de qui gouverne la société : nous, les travailleurs !

www.fifthinternational.org

Post: BCM 7750, London WC1N 3XX Email: lfioffice@btopenworld.com Tel: +44 20 7407 2907